



Communiqué de presse de la Coordination CGT ENGIE du 6 septembre 2017

## **L'Etat libéral abandonne le service public du gaz**

L'Etat vient d'annoncer la cession de 4,1% du capital d'Engie. Il avait déjà vendu le même volume en début d'année 2017.

Cela confirme le désengagement de l'Etat d'un Groupe qui, pourtant, gère une partie du service public de l'énergie en France avec des implications importantes pour les usagers (sécurité d'approvisionnement, sécurité industrielle, tarifs...).

Contrairement à ce que prétend le communiqué officiel, l'Etat ne respectera pas la loi de 2006 l'obligeant à détenir la minorité de blocage dans Engie (ex Gaz de France). La part de l'Etat dans le capital va descendre à 24,1% et sa part dans les droits de vote autour de 27,6%. Qui peut croire que l'Etat va racheter des actions l'année prochaine pour remonter à 33,33% et récupérer ainsi la minorité de blocage ?

La CGT considère que l'Etat doit garder la maîtrise et le contrôle des entreprises de l'énergie afin de garantir la pérennité, la qualité et la sécurité du service public.

Etat et Direction du Groupe ont cru bon de monter une opération de séduction du personnel d'Engie en proposant une partie des actions vendues par l'Etat au personnel (offre réservée aux salariés en préparation). Seule, la CGT a voté contre cette délibération lors du conseil d'administration du 5 septembre 2017 au soir, considérant que l'intérêt des usagers, des citoyens et des salariés était le renforcement du service public et non sa disparition dans le marché et le Monopoly financier.

A l'heure où le Groupe refuse d'augmenter les salaires, détruit des milliers d'emplois et délocalise dans des pays à faibles coûts et à faibles garanties sociales, il est pitoyable de prétendre donner des miettes au personnel en lui proposant d'acheter des actions du Groupe.

La CGT demande l'arrêt des plans sociaux, l'arrêt des processus de délocalisation, la ré internalisation des activités et l'amélioration des conditions sociales dans le Groupe. Elle porte un cahier revendicatif pour construire un socle social de Groupe.

Elle revendique la remontée de l'Etat dans le capital d'Engie et la création d'un pôle public de l'énergie destiné à mettre en place une véritable politique publique de l'énergie contrôlée démocratiquement.

Contact :

Eric BUTTAZZONI : 06 21 53 77 44